

Le rapport Tessier

1. Contexte et origine du rapport

Contexte: menace de monopole de la firme Google sur la numérisation des oeuvres et leur mise en ligne, perspective de nouveaux marchés de numérisation de masse à la BnF (fin 2010), débat sur l'opportunité d'un accord Google-BnF. Le rapport Tessier s'inscrit également dans une série de rapports concernant les enjeux actuels autour du livre ([économie](#), [internet](#), [offre numérique](#)).

Ancien président du Centre National de la Cinématographie (1995-1999), puis de France Télévision (1999-2005), **Marc Tessier** est aujourd'hui président de Video Futur Entertainment Group SA. Suite à l'annonce d'un partenariat entre la BnF et Google durant l'été 2009, il se voit confier le 15 octobre 2009 la [présidence d'une "commission sur la numérisation des fonds patrimoniaux des bibliothèques"](#), chargée d'évaluer l'opportunité d'un tel partenariat et plus généralement des partenariats public-privé. Il remet son rapport au Ministre de la Culture et de la communication Frédéric Mitterand le **12 janvier 2010**.

2. Contenu: état des lieux, analyse et perspectives

Résumé: Ce rapport renouvelle l'approche traditionnelle des partenariats entre acteurs privés et public en proposant **des pistes de collaboration plus équilibrées entre les deux parties**, et en étayant par tout un argumentaire la **position de force de la BnF dans une éventuelle négociation sur la numérisation**.

Deux objectifs généraux sont énoncés en priorité: 1) « **éviter le risque d'une segmentation du patrimoine**, en se donnant l'ambition d'une numérisation exhaustive, ou en tout cas la plus large possible, des ouvrages libres de droits et sous droits » (p21) 2) **Garantir la place du patrimoine français écrit sur l'internet en assurant l'accès aux fonds numérisés** (p22).

- Le rapport présente d'abord un **état des lieux des principales bibliothèques numériques** dans lequel il met en évidence les différences entre [Google Livres](#), [Gallica](#) et [Europeana](#), tant au point de vue des contenus (qualité) que de leurs volumes (Google Livres annonce alors 10millions d'ouvrages numérisés; la BnF environ 1million (dont 150000livres) et Europeana 6millions (dont 200000livres) et de leur traitement.
- Il **analyse** ensuite les **accords passés entre les bibliothèques et Google**, dénonçant notamment la nature et la durée des clauses d'exclusivité négociées par ce dernier. Ces contrats constituent une "réponse inadaptée au regard des missions des bibliothèques"(p15) en matière de patrimoine numérisé (favoriser l'accès le plus large possible à ce patrimoine et assurer sa pérennité)
- Énonçant enfin une série de propositions pour permettre un changement d'échelle de la numérisation, il préconise une stratégie à trois niveaux:
 - S'appuyer sur la plate-forme Gallica pour la rendre plus accessible au grand public : le rapport suggère ainsi de la rebaptiser, de réformer son "pilotage et ses fonctionnalités"(p38) pour en faire "une plate-forme coopérative de valorisation des fonds patrimoniaux et des œuvres numérisées"(p24) réunissant bibliothèques publiques et éditeurs.
 - Développer les **partenariats avec des acteurs privés** (éditeurs, moteurs de recherche, plates-formes de diffusion...) pour enrichir et mettre en valeur les fonds numérisés sur l'internet ; le rapport n'exclut pas un accord avec Google, mais celui-ci devrait se faire dans le cadre d'un rééquilibrage des modalités de partenariat permettant un échange équitable des fichiers numérisés ("**un livre pour un livre**" p31) et des compétences de numérisation ("**une filière de numérisation partagée**"p32). La BnF se verrait investie d'une mission de "numérisation de masse des ouvrages collectés au titre du dépôt légal"(p25) concernant les oeuvres épuisées ou orphelines, "dans un cadre contractuel avec les éditeurs et les représentants des ayants droits"(p24).

- Donner **une nouvelle impulsion européenne** en renforçant la coordination entre les bibliothèques européennes engagées et en s'appuyant sur le portail culturel commun Europeana.

3. Réception du rapport

- Suite à une [consultation publique sur les usages du numérique](#) publiée le 7 juin 2010, le ministre de la Culture et de la Communication et la secrétaire d'État à la Prospective et au Développement de l'économie numérique se réunissent le 22 septembre pour un [point d'étape sur la numérisation des contenus culturels](#) dans les investissements. Dans le cadre de l'emprunt national de 35 milliards d'euros annoncé par le chef de l'Etat le 14 décembre 2009, 4,5 milliards d'euros investis dans l'économie numérique, dont 750 millions seront consacrés au financement de la numérisation des contenus culturels, scientifiques et éducatifs. Trois grands objectifs ont été identifiés concernant tous les types de contenus (écrit - presse et imprimé -, musique, cinéma, audiovisuel, photographie et l'image fixe, création et jeu vidéo) : développement d'une offre légale dans le domaine du numérique ; accent mis sur la recherche-développement et les services innovants ; et promotion de nouveaux modes de valorisation du patrimoine culturel et artistique et des contenus éditoriaux. En ce qui concerne le domaine de l'écrit, F. Mitterand a annoncé l'objectif d'une proposition nationale légale concertée, consistant à « numériser les livres indisponibles du XXe siècle sous droits », à partir d'un consortium reprenant l'idée de plate-forme avancée par le rapport Tessier
- L'accueil du rapport de la part des associations professionnelles a été mitigé. Si l'[IABD](#) (Interassociation Archives Bibliothèques Documentation) se trouve en accord avec la position défendue vis-à-vis de Google et la volonté d'intégration d'œuvres sous droit, elle met en garde contre la tentation d'une centralisation des initiatives au détriment de leur coordination et regrette l'absence de contrepartie à l'occasion de l'aide proposée aux éditeurs pour la numérisation des œuvres sous droit. L'[ADBGV](#) (Association des Directeurs municipales et intercommunales des Grandes Villes de France) relève au contraire avec satisfaction que « le rapport souligne le rôle que doivent jouer les bibliothèques municipales et intercommunales dans la constitution de fonds numérisés, en complément des démarches initiées par des opérateurs nationaux, dans un souci de multipolarité ». L'[AAF](#) (Association des Archivistes Français) rappelle l'importance des services d'archives dans les projets de numérisation du patrimoine culturel conduits dans les dix dernières années et déplore de ne faire partie des bénéficiaires des 750 millions d'euros destinés à développer et financer ces projets.

Liens	<p>Bibliographie MAUREL, Lionel. <i>Les bibliothèques numériques face au défi du droit d'auteur</i>. Villeurbanne. Presses de l'ENSSIB. 2008. 356p.</p> <p>Webographie</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ France. Ministère de la Culture et de la communication. TESSIER, Marc. <i>Rapport sur la numérisation du patrimoine écrit</i>. 12.01.2010. 64p. http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-48092 ▪ France. Commission des finances du Sénat. GAILLARD, Yann. <i>La politique du livre face au défi du numérique</i>. 24.02.2010. 35p. http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-48202 ▪ GRASSIN, Geoffroy. Numérisation des fonds patrimoniaux. 28.12.2008. 2p. http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-21198
--------------	---

Fiche réalisée par : Samuel Lespets
Créée le : 10 septembre 2010